

## JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16<sup>e</sup> DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	40 fr.	25 fr.
	Pays à demi-tarif	30 fr.
	Pays à plein tarif	35 fr.

Prix du numéro

(Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

M. le Gouverneur **BOURGINE**, Commissaire de la République au Togo arrivé à Lomé le 7 mai 1934 a pris le jour même, le commandement du Territoire.

M. le Gouverneur **PÊTRE**, Lieutenant Gouverneur du Niger, s'est embarqué le 8 mai 1934 sur le paquebot Amérique, rejoignant Dakar.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 10 mars 1934, complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France. (Arrêté de promulgation du 25 avril 1934). 314
- Décret du 16 mars 1934, approuvant des arrêtés portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires du Togo, exercice 1933. (Arrêté de promulgation du 25 avril 1934). 315
- Décret du 17 mars 1934, portant approbation d'un arrêté modifiant la taxe perçue à l'exportation sur les oléagineux au profit de la chambre de commerce du Togo. (Arrêté de promulgation du 25 avril 1934). 316

Décret du 27 mars 1934, modifiant le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies. (Arrêté de promulgation du 5 mai 1934). 317

• Décret du 29 mars 1934, relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages. (Arrêté de promulgation du 5 mai 1934). 318

• Décret du 30 mars 1934, modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet. (Arrêté de promulgation du 5 mai 1934). 319

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1934, portant réglementation des uniformes des agents des cadres locaux indigènes du Togo. 320
- Arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1934, réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T.S.F. des chemins de fer et du wharf. 323
- Arrêté du 5 mai 1934, réglementant au Togo la composition et le fonctionnement du conseil local chargé d'examiner les demandes d'allocations aux familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux. 324
- Arrêté du 5 mai 1934, constituant une commission spéciale d'appel des allocations militaires. 325
- Arrêté du 5 mai 1934, rendant applicable aux moniteurs de l'enseignement privé l'article 33 de l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux. 325

Actes divers concernant le personnel	325
Conseil local des allocations militaires	329
Commissions diverses	329
Etablissements insalubres	329
Interdiction de séjour	329
Société	330
Avis aux navigateurs	330
Domaines	330

Relevé des produits transportés en petite vitesse pendant le 1<sup>er</sup> trimestre 1934

Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Aného pendant le mois d'avril 1934 331

## PARTIE NON OFFICIELLE

Etude de M <sup>e</sup> Vittini	332
Liste des numéros gagnants de la loterie du « Foyer Colonial de Marseille »	333
Annonces	

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Admission en franchise, à leur entrée en France et en Algérie, de certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France.

**ARRETE** N° 231 promulguant le décret du 10 mars 1934 complétant le décret du 14 février 1930 accordant la bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 mars 1934 complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

### ARRETE :

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 10 mars 1934 complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France.

Lomé, le 25 avril 1934.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la loi du 11 janvier 1892 portant fixation du tarif général des douanes, ensemble les textes portant modification de ladite loi;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, ensemble le décret du 2 juillet 1928 qui en a fixé les modalités d'application;

Vu le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise, en France et en Algérie, à certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France, ensemble le décret du 29 décembre 1932;

Vu les avis conformes du ministre des finances, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — La liste des produits originaires du Togo admis au bénéfice de la franchise des droits de douane à leur entrée en France et en Algérie, fixée par le décret du 14 février 1930, est complétée ainsi qu'il suit :

Ex. 84 A. — Fruits de table ou autres, frais non forcés, non dénommés : noix de coco comestibles.

**ART. 2.** — L'admission en franchise de ces produits est subordonnée aux conditions définies à l'article 2 du décret du 14 février 1930.

**ART. 3.** — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

**ART. 4.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Pierre LAVAL.

**Ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1933)**

**ARRETE** N° 230 promulguant le décret du 16 mars 1934 approuvant des arrêtés portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires du Togo, (exercice 1933).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 mars 1934 approuvant des arrêtés portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires du Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 16 mars 1934 approuvant des arrêtés portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires du Togo, (exercice 1933).

Lomé, le 25 avril 1934.

L. PÊTRE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 16 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, les 27 et 28 octobre et 5 décembre 1933, trois arrêtés portant ouverture et annulation de crédits au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Territoire, exercice 1933.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République française au Togo, modifié par décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation du budget local et des budgets annexes du Togo, exercice 1933;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont approuvés :

1° — Les arrêtés 674 et 736 pris, en conseil d'administration les 27 octobre et 5 décembre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 75.000 frs. au chapitre VII du budget local, exercice 1933, et annulation d'un crédit équivalent au chapitre XV du même budget;

2° — L'arrêté n° 677 pris, en conseil d'administration, le 28 octobre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture, au chapitre XII du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Territoire, exercice 1933, d'un crédit supplémentaire s'élevant à 80.000 francs et annulation d'un crédit équivalent au chapitre XIII du même budget.

**ARTICLE 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

**ARRETE** N° 674 portant ouverture de crédits au budget local, exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 81, modifié par décret du 16 avril 1932;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est ouvert au budget local du Togo, exercice 1933, le crédit supplémentaire suivant :

## CHAPITRE VII

## SERVICES FINANCIERS (MATÉRIEL)

Art. 5. — Dégrèvements et remboursements 75.000 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

*ARRETE N° 677 portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget spécial d'emprunt sur l'exercice 1933.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 81;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte au budget spécial d'emprunt, exercice 1933, au titre de la protection sanitaire et démographique la rubrique suivante :

## CHAPITRE XII

## MESURE D'ORDRE LOCAL (PERSONNEL)

Art. 4. — Dépenses d'exercices clos et périmés 80.000 frs. contribution forfaitaire aux dépenses de relève du personnel de santé en 1931 et 1932.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation suivante de crédits inscrits au même budget :

## CHAPITRE XIII

## MESURES D'ORDRE LOCAL (MATÉRIEL)

Art. 5. — Protection sanitaire de la main d'œuvre 80.000 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1933.

R. DE GUISE.

*ARRETE N° 736 complétant l'arrêté n° 674 du 27 octobre 1933 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1933.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 81, modifié par décret du 16 avril 1932;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 674 du 27 octobre 1933 ouvrant un crédit supplémentaire de 75.000 frs. au chapitre VII — services financiers (matériel), article 5 — Dégrèvements et remboursements, est complété ainsi qu'il suit :

« ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen d'une annulation d'égale valeur au chapitre XV — Dépenses diverses (matériel).

Art. 5. — Dotations.

Paragr. 2. — Participation aux dépenses du budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 décembre 1933.

L. PÊTRE.

*Taxe perçue à l'exportation sur les oléagineux au profit de la chambre de commerce du Togo*

*ARRETE N° 229 promulguant le décret du 17 mars 1934 portant approbation d'un arrêté modifiant la taxe perçue à l'exportation sur les oléagineux au profit de la chambre de commerce du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 mars 1934 portant approbation d'un arrêté modifiant la taxe perçue à l'exportation sur les oléagineux au profit de la chambre de commerce du Togo;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 17 mars 1934 portant approbation d'un arrêté modifiant la taxe perçue à l'exportation sur les oléagineux au profit de la chambre de commerce du Togo.

Lomé, le 25 avril 1934.

- L. PÊTRE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 27 septembre 1922 approuvant l'arrêté du 20 juin 1922 du Commissaire de la République au Togo instituant, au profit de la chambre de commerce au Togo, une taxe sur le tonnage importé et exporté; ensemble les décrets des 27 avril 1924, 27 juillet 1926, 30 novembre 1926 et 20 octobre 1928 qui l'ont modifié;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 6, pris en conseil d'administration, le 2 janvier 1934, par le Commissaire de la République au Togo et réduisant de 40 centimes à 20 centimes le taux de la taxe perçue à l'exportation, au profit de la chambre de commerce du Territoire, sur les coprahs, les amandes de palme, les huiles de palme et de palmistes.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

ARRETE N° 6 modifiant le taux de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce du Togo en ce qui concerne les amandes, les huiles de palme et de palmistes et les coprahs exportés du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1929 déterminant les conditions d'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 20 juin 1922 établissant une taxe au profit de la chambre de commerce du Togo sur le tonnage importé et exporté, approuvé par décret du 27 septembre, ensemble le décret du 20 octobre 1928 approuvant l'arrêté du 4 août 1928 modifiant le taux de la dite taxe;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

Sur la proposition du président de la chambre de commerce du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe perçue au profit de la chambre de commerce du Togo est ramenée de 0,40 à 0,20 par 100 kilogs en ce qui concerne les produits exportés du Territoire et ci-dessous énumérés :

Amandes de palme.

Coprah.

Huile de palme et de palmistes.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera immédiatement exécutoire sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 janvier 1934.

L. PÊTRE.

## Réglementation de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies

ARRETE N° 244 promulguant au Togo le décret du 27 mars 1934 modifiant le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 mars 1934 modifiant le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 mars 1934 modifiant le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 27 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 23 juillet 1933 a rendu applicables aux colonies et territoires sous mandat relevant du ministre des colonies, les dispositions essentielles de la loi du 21 avril 1933 concernant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France :

Soit : la possession du diplôme d'Etat français et de la qualité de citoyen ou sujet français, ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France.

Certaines colonies ont signalé l'intérêt qu'il y aurait à sauvegarder certaines situations acquises en complétant le décret par des dispositions transitoires s'inspirant de celles que prévoit pour la métropole l'article 8 de la loi du 21 avril 1933.

Tel est l'objet du décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en France;

Vu le décret du 17 août 1897 rendant applicable à toutes les colonies la loi du 30 novembre 1892;

Vu la loi du 14 avril 1910 modifiant la loi du 30 novembre 1892 et le décret du 9 juin 1915 rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 13 juillet 1921 relative à l'exercice de la médecine en France par les Alsaciens et les Lorrains et le décret du 12 janvier 1922 rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 21 avril 1933 relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France;

Vu le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies françaises et les territoires à mandat relevant du ministère des colonies;

Sur la proposition du ministre des colonies;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 juillet 1933 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, la qualité de citoyen français ou de sujet français ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ne sera pas exigée des médecins ou chirurgiens dentistes pourvus du diplôme d'Etat français exerçant régulièrement leur profession

dans une colonie française ou un territoire à mandat relevant du ministère des colonies le jour de la promulgation du présent décret ».

« A titre transitoire, dans les colonies ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, l'exercice de l'art dentaire par des chirurgiens dentistes étrangers munis de diplômes étrangers pourra être autorisé par arrêté du gouverneur sous réserve de l'approbation du ministre, dans les centres où l'intérêt de la santé publique justifiera cette dérogation. L'autorisation ainsi donnée cessera de plein droit trois mois après l'installation dans ce centre d'un chirurgien dentiste ou d'un docteur en médecine spécialisé, citoyen ou sujet français, ou ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ou administré sous mandat français ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

### Remboursement d'achat d'ouvrages aux médecins militaires en service aux colonies

ARRETE N° 245 promulguant au Togo le décret du 29 mars 1934 relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 mars 1934 relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 mars 1934 relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 29 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 20 août 1927 a fixé à 250 frs. par an la limite du montant du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir.

La commission supérieure des économies ayant décidé, par application de l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933, qu'un abattement de 10 p. 100 sera opéré sur les crédits inscrits sous cette rubrique au budget de l'Etat pour l'exercice 1933 et à compter du 1<sup>er</sup> août 1933, il y a lieu de réduire de 10 p. 100, à compter de cette date, le montant maximum annuel des remboursements pouvant être effectués et de le ramener ainsi à la somme de 225 francs.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature, si vous en approuvez les termes, le projet de décret ci-joint modifiant le décret du 20 août 1927 et fixant à 225 frs. par an la limite des remboursements pouvant être effectués.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Germain MARTIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 4 novembre 1903 portant organisation des services de santé coloniaux;

Vu le décret du 21 juin 1905 portant règlement d'administration publique sur l'administration des troupes coloniales;

Vu le décret du 21 juin 1906 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de santé des troupes coloniales;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 20 août 1927 fixant à 250 frs. par an le maximum du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir;

Vu l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant maximum annuel des remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir, fixé à la

somme de 250 frs., par le décret susvisé du 20 août 1927, est ramené à la somme de 225 francs.

ART. 2. — Cette mesure aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1933.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française et au bulletin du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*

Germain MARTIN.

### Répression de la tentative de corruption non suivie d'effet

ARRETE N° 246 promulguant au Togo le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÉTRE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 30 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret en date du 2 septembre 1933 a modifié, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, le



second alinéa de l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet, tel qu'il avait été amendé par la loi du 16 février 1919.

Les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun vous ont signalé l'intérêt qu'il y aurait à ce que ces dispositions soient également étendues à ces territoires où les mesures édictées par la loi du 16 février 1919 se sont révélées aussi efficaces qu'en Afrique occidentale française.

Nous avons donc préparé à cette fin le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*

*Pierre LAVAL.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

*Henry CHÉRON.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confiés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 28 et 119 du traité de Versailles;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant applicable au Sénégal et dépendances le code pénal métropolitain;

Vu le décret du 3 mars 1920 portant application aux colonies de la loi du 16 février 1919, complétant les articles 177 et 179 du code pénal;

Vu les décrets du 22 mai 1924 rendant respectivement applicables, dans les territoires du Togo et du Cameroun, les lois et décrets promulgués en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française au 1<sup>er</sup> janvier 1924;

Vu les décrets du 15 juillet 1927 sur la réorganisation judiciaire dans les territoires du Cameroun, du 8 août 1920 portant création d'un tribunal de première instance à Lomé (Togo) et du 16 novembre 1924 sur l'organisation de la justice en Afrique occidentale française;

## DECRETE

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires du Togo et du Cameroun, l'alinéa 2 de l'article 179 du code pénal, modifié par la loi du 16 février 1919, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Si les tentatives de contrainte ou de corruption prévues au précédent paragraphe n'ont été suivies d'aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 100 à 3.000 frs. ».

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République

française, ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
*Pierre LAVAL.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
*Henry CHÉRON.*

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Uniformes des agents indigènes.

ARRETE N° 238 portant réglementation des uniformes des agents des cadres locaux indigènes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1928 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 243 du 26 avril 1927 portant réorganisation des uniformes des commis-expéditionnaires et des interprètes indigènes;

Vu l'arrêté n° 518 du 12 septembre 1928 portant réglementation des uniformes des agents du service des voies de pénétration et du wharf;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les uniformes des agents des cadres locaux indigènes en service dans le territoire du Togo sont fixés ainsi qu'il suit :

### A. — CADRES SUPERIEURS

#### 1° — COMMIS D'ADMINISTRATION

ART. 2. — L'uniforme des commis d'administration consiste en un vêtement de toile blanche ou kaki. La vareuse est à col ouvert ou droit et comporte quatre poches et une rangée de 4 ou 7 boutons argentés ou dorés, gravés d'une étoile entourée de palmes.

Sur chaque revers du col se trouve un écusson en drap noir pentagonal (5 x 3 cm.), bordé d'un fin galon d'argent ou d'or et portant une étoile brodée d'argent ou d'or de 1 centimètre de diamètre.



Aux manches un parement en drap noir de 5 centimètres de largeur, bordé de part et d'autre d'un fin galon d'argent ou d'or et portant les insignes distinctifs de grade.

Pantalon droit sans passepoil.

Casque blanc ou casquette en drap bleu-marine du modèle marine avec pourtour noir; jugulaire en cuir noir verni et liséré d'argent ou d'or, portant comme insigne une étoile entourée de palmes.

#### Insignes de grade

Commis de classes ordinaires

Sur le parement, deux fins galons d'argent et 2 étoiles argentées en horizontal — Boutons et étoiles argentés à la vareuse, sur les écussons et la casquette ou casque. Fin galon d'argent sur les écussons.

Commis principaux et hors classe

Sur le parement, deux fins galons d'or et 3 étoiles dorées en horizontal — Boutons et étoiles dorés à la vareuse, sur les écussons et la casquette ou casque. Fin galon d'or sur les écussons.

#### 2° — INTERPRÈTES

ART. 3. — L'uniforme et les insignes de grade des interprètes sont les mêmes que ceux des commis d'administration. Ils n'en différencient que par la couleur des écussons, des parements des manches et du pourtour de la casquette, qui sont en drap violet.

#### 3° — AIDES-MÉDECINS

ART. 4. — L'uniforme et les insignes de grade des aides-médecins sont les mêmes que pour les commis d'administration avec caducée sur velours grenat pour les écussons et caducée en relief sur les boutons.

#### 4° — AGENTS DES DOUANES

ART. 5. — L'uniforme et les insignes de grade des agents des douanes sont les mêmes que pour les commis d'administration avec le mot « Douanes » brodé suivant le cas en argent ou en or sur les écussons noirs et en relief sur les boutons.

#### 5° — INSPECTEURS AUXILIAIRES DE POLICE

ART. 6. — L'uniforme des agents du cadre subalterne de la police est fixé ainsi qu'il suit :

*Tenue en drap.* — Vareuse de drap noir du modèle des sous-officiers d'infanterie coloniale à col droit ou rabattu à sept boutons argentés portant en relief les mots « Police Togo » et portant :

1° — Au col, des écussons sur drap noir au faisceau de licteur (javelot) en métal argenté ou brodés argent;

2° — Des parements de manches sur drap noir, à deux rangs de deux galons en argent de cinq milli-

mètres entrelacés pour les inspecteurs auxiliaires principaux, à un seul rang pour les inspecteurs auxiliaires.

Pantalon uni.

Pélerine à capuchon.

Képi souple en drap noir reproduisant les insignes des parements de manches et un galon montant. Jugulaire en cuir noir verni.

Casque blanc ou kaki, modèle de l'armée, avec écusson au faisceau de licteur (javelot) en métal argenté de six centimètres de hauteur et quatre centimètres de largeur. Jugulaire en cuir noir verni. Ceinturon en cuir noir verni et revolver du modèle de l'armée.

*Tenue en toile.* — Effets de toile blanche ou kaki de même forme et portant les mêmes parements et attributs que la tenue de drap.

La tenue en drap est facultative.

L'armement est fourni par le Territoire.

ART. 7. — Pendant les heures de service et dans l'exercice public de leurs fonctions, le port de l'uniforme est obligatoire pour tous les fonctionnaires des cadres. En grande tenue : pantalon et tunique en toile blanche avec casquette (képi pour les inspecteurs auxiliaires de police); en petite tenue : pantalon et vareuse en toile kaki avec casque. Toutefois, en cas de mission spéciale, les inspecteurs auxiliaires de police peuvent être dispensés du port de l'uniforme par le chef du service.

ART. 8. — L'habillement est à la charge de ces fonctionnaires qui percevront une indemnité mensuelle de 15 francs.

ART. 9. — Les agents stagiaires, sauf les inspecteurs auxiliaires de police, n'ont pas droit à l'uniforme.

ART. 10. — Un délai de trois mois est accordé aux intéressés pour se procurer les nouveaux uniformes.

#### B — CADRES SUBALTERNES

ART. 11. — Les uniformes des agents des cadres locaux subalternes sont fixés comme ci-après :

##### 1° — INFIRMIERS

Les infirmiers portent les insignes suivants :

1° — Sur le casque :

Caducée en métal or fin amovible pour les infirmiers majors;

Caducée en métal blanc amovible pour les infirmiers.

2° — Au col de la vareuse ou aux revers du veston :

Écussons en drap noir avec caducée brodé soie rouge pour les infirmiers-majors;

Écussons en drap noir avec caducée brodé soie blanche pour les infirmiers.

3° — Boutons sphériques en cuivre, sans insigne, à la vareuse ou au veston, pour les deux catégories d'infirmiers.

## 2° — CONCIERGES ET PLANTONS

*Effets**Durée*

1 Costume blanc avec col, parements bleus	2 ans
2 Costumes kaki avec col, parements bleus	1 an
1 Calot blanc avec liséré bleu	2 ans
1 Calot kaki avec liséré bleu	1 an
1 Paire de molletières noires	2 ans
Les brigadiers-plantons portent deux galons bleus.	

## 3° — GARDES D'HYGIÈNE

Un uniforme blanc avec col, parements jaunes	2 ans
Deux uniformes kaki avec col, parements jaunes	1 an
Insignes S. H. en drap rouge sur fond jaune	2 ans
Un bonnet de police kaki	1 an
Un bonnet de police blanc	1 an
Les brigadiers-chefs d'hygiène portent sur chaque manche un galon d'argent sur fond jaune.	
Les brigadiers deux galons rouges sur fond jaune.	
Les gardes de 1 <sup>re</sup> classe, un galon rouge sur même fond.	

## 4° — MÉCANICIENS CONDUCTEURS D'AUTOMOBILES

Un uniforme blanc avec col et parements rouges	2 ans
Deux uniformes kaki avec col et parements rouges	1 an
1 Casquette de cuir avec bandière rouge	3 ans
1 Housse blanche pour casquette	1 an
1 Housse kaki pour casquette	1 an
2 Combinaisons bleues	1 an

## 5° — FACTEURS ET SURVEILLANTS DES P. T. T.

Deux uniformes kaki	1 an
Un képi pour les facteurs, une casquette pour les surveillants	3 ans
Lisééré d'or ou galon d'argent pour les facteurs ou surveillants chefs	3 ans

## 6° — SURVEILLANTS DE ROUTE

Calot avec galon de laine pour les surveillants	2 ans
Un galon d'or pour les surveillants chefs	2 ans

Les uniformes sont accordés gratuitement aux cadres locaux subalternes par l'administration au moment de l'entrée en service des agents à l'exception des infirmiers qui supportent eux-mêmes les dépenses pour l'achat, l'entretien et le renouvellement de leurs insignes.

Le renouvellement s'effectue conformément aux tableaux fixant la durée des effets.

En cas de cessation de service, les uniformes sont rendus à l'administration, sauf ceux des infirmiers.

## C — AGENTS DES CHEMINS DE FER ET DU WHARF.

ART. 12. — *Service de l'exploitation et du wharf.* — L'uniforme des agents des services de l'exploitation et

du wharf consiste en un vêtement de toile blanche ou kaki. La vareuse est à col chevalière et comporte 4 poches et une rangée de 4 boutons ronds en métal argenté marqués C. F. T.; sur chaque revers du col se trouve un écusson en velours noir avec la broderie C. F. T. — passepoil aux manches sur tenue blanche exclusivement pour les agents des trois premières catégories — casquettes du modèle gares-marine avec étoile ou mêmes écussons et broderies que sur vareuse.

Les chefs de station et facteurs enregistreurs dirigeant une gare portent une coiffe blanche sur la casquette.

*Insignes de grade et catégorie :*

1<sup>re</sup> Catégorie. — Chefs de station principaux hors classe, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> cl. } Etoile argent encadrée de feuilles de chêne argent.

2<sup>e</sup> Catégorie. — Chefs de station principaux de 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> classes. } C.F.T. argent encadré de feuilles de chêne argent.

3<sup>e</sup> Catégorie. — Chefs de station de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes. Chefs de train et receveurs principaux de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes. Pointeurs de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classes. } C.F.T. argent encadré de feuilles d'olivier argent passepoil argent pour chefs de train principaux.

4<sup>e</sup> Catégorie. — Facteurs enregistreurs de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes. Chefs de trains et receveurs des classes 6 à 1. Téléphonistes principaux. } C.F.T. argent; une étoile argent de chaque côté; passepoil argent pour les chefs de train.

Téléphonistes, aiguilleurs et hommes d'équipe des classes 3 à 1. Pointeurs des classes 6 à 1.

5<sup>e</sup> Catégorie. — Chefs de train et receveurs stagiaires, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> classes. Téléphonistes, aiguilleurs et hommes d'équipe stagiaires 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> classes. Pointeurs stagiaires 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> classes. } C.F.T. laine rouge; une étoile laine rouge de chaque côté; passepoil laine rouge pour les chefs de train.

Les pointeurs du wharf portent la même tenue avec, en place de l'insigne C. F. T., l'insigne Wharf. Les autres catégories d'agents continuent le port du brassard actuellement en service.

ART. 13. — Les agents des chemins de fer et du wharf n'ont pas droit à l'uniforme gratuit.

ART. 14. — Le port de l'uniforme est obligatoire en service. Grande tenue : tenue blanche. Petite tenue : tenue kaki. Un délai de 3 mois est accordé aux intéressés pour se procurer les uniformes réglementaires.

ART. 15. — Les agents des chemins de fer et du wharf pourvoient eux-mêmes à leur habillement. Ils perçoivent à cet effet une indemnité mensuelle d'uniforme de 15 frs. à compter du jour du port de leur tenue.

ART. 16. — Le présent arrêté, qui abroge toutes les dispositions antérieures, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé le 1<sup>er</sup> mai 1934.

L. PÊTRE.

**Agents des cadres indigènes des travaux publics, des chemins de fer et du wharf**

ARRETE N° 239 réglant à nouveau le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 516 du 12 septembre 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 569 du 27 novembre 1929 complétant l'arrêté du 12 septembre 1928 réglant le statut et les traitements du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 70 du 31 janvier 1934 fixant à nouveau les soldes des personnels indigènes des cadres locaux et portant suppression de l'indemnité spéciale du Togo allouée auxdits personnels;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'organisation et la hiérarchie du personnel des cadres locaux indigènes des services des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf, sont réglées ainsi qu'il suit :

**I — Service des travaux publics**

**A — Emplois supérieurs.**

- 1<sup>o</sup> — Maîtres-ouvriers,
- 2<sup>o</sup> — Maîtres-opérateurs,
- 3<sup>o</sup> — Chefs de brigade.

**B — Emplois subalternes.**

- 1<sup>o</sup> — Ouvriers,
- 2<sup>o</sup> — Opérateurs,
- 3<sup>o</sup> — Chauffeurs,
- 4<sup>o</sup> — Chefs d'équipe,
- 5<sup>o</sup> — Hommes d'équipe,
- 6<sup>o</sup> — Gardiens de phare.

**II — Télégraphie sans fil**

- 1<sup>o</sup> — Commis-radiotélégraphistes et mécaniciens principaux.
- 2<sup>o</sup> — Commis-radiotélégraphistes et mécaniciens opérateurs.

**III — Chemins de fer et wharf**

**A — Emplois supérieurs.**

- 1<sup>o</sup> — Chefs de station,
- 2<sup>o</sup> — Chefs de trains et receveurs principaux,
- 3<sup>o</sup> — Chefs de brigades,
- 4<sup>o</sup> — Chefs mécaniciens,
- 5<sup>o</sup> — Maîtres ouvriers,
- 6<sup>o</sup> — Pointeurs principaux.

**B — Emplois subalternes.**

- 1<sup>o</sup> — Facteurs-enregistreurs,
- 2<sup>o</sup> — Chefs de trains et receveurs,
- 3<sup>o</sup> — Téléphonistes,
- 4<sup>o</sup> — Hommes d'équipes,
- 5<sup>o</sup> — Aiguilleurs,
- 6<sup>o</sup> — Chefs d'équipes,
- 7<sup>o</sup> — Chefs poseurs,
- 8<sup>o</sup> — Mécaniciens,
- 9<sup>o</sup> — Chauffeurs,
- 10<sup>o</sup> — Visiteurs,
- 11<sup>o</sup> — Ouvriers,
- 12<sup>o</sup> — Maîtres canotiers et canotiers,
- 13<sup>o</sup> — Pointeurs.

**CONDITIONS GÉNÉRALES DE RECRUTEMENT.**

ART. 2. — Les conditions générales pour le recrutement sont celles fixées par l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé, en son article 3.

**CONDITIONS SPÉCIALES DE RECRUTEMENT.**

ART. 3. — Peuvent être nommés :

1<sup>o</sup> — A la classe de début d'un emploi subalterne (à l'exception des facteurs, enregistreurs, chefs de train, receveurs et pointeurs, qui devront satisfaire à l'article 2 ci-dessus,) dans le service des chemins de fer et du wharf, les candidats justifiant d'une connaissance suffisante de la langue française et ayant donné satisfaction au cours d'un essai professionnel contrôlé par le chef du service intéressé.

2<sup>o</sup> — Directement à la classe de l'un des emplois comportant un traitement de 4.600 francs les candidats pourvus du certificat d'études primaires et ayant satisfait aux épreuves d'un examen professionnel organisé par arrêté du Commissaire de la République.

Pour les travaux publics, les agents auxiliaires ayant accompli au moins dix années de services pourront être admis dans le cadre des maîtres ouvriers, sur proposition du chef du service des travaux publics et après avoir satisfait aux épreuves d'un examen professionnel organisé par arrêté du Commissaire de la République. Ce temps de service sera réduit :

1<sup>o</sup> — A 6 ans pour les anciens élèves de l'école professionnelle de Sokodé munis de leur diplôme de fin d'études et titulaires du certificat d'études primaires;

2<sup>o</sup> — A 4 ans pour les anciens élèves d'une grande école technique du gouvernement général de l'Afrique occidentale française munis du diplôme de fin d'études.

STAGE — AVANCEMENT — DISCIPLINE — CONGÉS — SOLDE

ART. 4. — Pour tout ce qui concerne le stage, l'avancement, la discipline, les congés et permissions, la solde attribuée dans ces diverses positions, les dispositions de l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé, sont applicables aux agents des cadres organisés par le présent arrêté.

SUPPRESSION DE CADRES.

ART. 5. — A dater de la signature du présent arrêté, il ne sera plus recruté d'agents indigènes permanents pour les cadres ci-dessous énumérés qui seront supprimés par voie d'extinction :

I — Service des travaux publics

- 1<sup>o</sup> — Ouvriers,
- 2<sup>o</sup> — Maîtres opérateurs et opérateurs,
- 3<sup>o</sup> — Chauffeurs,
- 4<sup>o</sup> — Chefs de brigades et d'équipes,
- 5<sup>o</sup> — Hommes d'équipes,
- 6<sup>o</sup> — Gardiens de phares,
- 7<sup>o</sup> — Commis et mécaniciens principaux de T. S. F.,
- 8<sup>o</sup> — Commis, mécaniciens opérateurs de T. S. F.,

II — Service des chemins de fer et wharf

- 1<sup>o</sup> — Téléphonistes,
- 2<sup>o</sup> — Hommes d'équipes,
- 3<sup>o</sup> — Aiguilleurs,
- 4<sup>o</sup> — Poseurs,
- 5<sup>o</sup> — Chauffeurs,
- 6<sup>o</sup> — Visiteurs,
- 7<sup>o</sup> — Canotiers.

Il sera pourvu en personnel nouveau dans les emplois susvisés par l'engagement d'auxiliaires temporaires.

ART. 6. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures et notamment les arrêtés des 12 septembre 1928 et 27 novembre 1929 susvisés, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mai 1934.

L. PÊTRE.

Allocations militaires

ARRETE N° 241 réglementant au Togo la composition et le fonctionnement du conseil local chargé d'examiner les demandes d'allocations aux familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la circulaire n° 3978/2 du ministre des colonies en date du 25 juillet 1928;

Vu la lettre n° 455 DN du 10 juin 1929;

Vu l'arrêté n° 429 du 7 août 1929 promulguant au Togo la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, les décrets et instruction interministérielle du 27 mai 1928 sur les allocations aux familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux;

Vu l'arrêté n° 431 du 7 août 1929 réglementant au Togo le fonctionnement du service des allocations aux familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux;

Vu la circulaire n° 319 DN du ministre des colonies en date du 15 mars 1932;

Vu la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'arrêté interministériel du 17 janvier 1933 relatif au fonctionnement des commissions supérieures des allocations;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans le territoire du Togo un conseil local des allocations militaires chargé d'examiner les demandes d'allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux.

Il est composé comme suit :

Le commandant de cercle de Lomé	Président
Le délégué du trésorier-payeur,	Membres
Le chef de la section des finances,	
Le médecin résident de Lomé,	
Un membre citoyen français de la commission municipale de Lomé,	
Le chef du secrétariat permanent de la défense du Territoire.	Secrétaire.

ART. 2. — Les demandes d'allocations seront établies conformément à l'instruction interministérielle du 27 mai 1928.

Elles seront déposées dans les délais fixés par cette instruction selon la résidence des intéressés entre les mains des administrateurs des cercles ou de l'administrateur-maire de Lomé qui en donneront récépissé.

Les commandants de cercle et l'administrateur-maire de Lomé transmettront ces demandes revêtues de leur avis dûment motivé au Commissaire de la République dans un délai de 15 jours suivant la délivrance du récépissé.

Ces demandes seront ensuite adressées jointes au procès-verbal d'enquête réglementaire au président du conseil local des allocations militaires, qui réunira ledit conseil dans la huitaine qui suivra la réception du dossier.

ART. 3. — La compétence, le fonctionnement et les décisions du conseil local sont fixés par les lois, décrets et instructions susvisés et notamment aux chapitres IV et VI de l'instruction interministérielle du 27 mai 1928.

ART. 4. — Le service des allocations et majorations est assuré suivant la procédure établie par l'instruction interministérielle du 27 mai 1928 (chapitre V).

Le trésorier-payeur est remboursé au moyen d'ordres de paiements au titre « avance à régulariser par le département du travail et de la prévoyance sociale » par application de l'article du décret du 30 décembre 1912 concernant le régime financier des colonies.

ART. 5. — Le présent arrêté qui n'est applicable qu'aux citoyens français sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

*ARRETE N° 242 constituant une commission spéciale d'appel des allocations militaires.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 24 août 1931 tendant à compléter l'article 24 de la loi précitée;

Vu l'arrêté interministériel du 17 janvier 1933 fixant les conditions d'application des lois précitées dans les colonies françaises et Territoires sous mandat;

Vu la circulaire n° 53 DN du 27 janvier 1933 relative aux conditions d'application de la loi du 24 août 1931 sur les allocations militaires;

Vu l'arrêté n° 241 en date du 5 mai 1934 instituant un conseil local des allocations militaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué au Togo une commission spéciale des allocations militaires chargée de recevoir les appels contre les décisions du conseil local des allocations militaires.

Elle est composée comme suit :

Le chef du secrétariat général . . . . . *Président*

Le président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé,

Le trésorier-payeur,

Le chef du service de santé,

Le chef du service de l'enregistrement,

Un notable citoyen français ancien combattant,

Le chef du secrétariat permanent de la défense du Territoire. . . . . *Secrétaire.*

Les fonctions de commissaire du gouvernement seront remplies par le chef du bureau des finances.

ART. 2. — En cas d'absence du président, celui-ci sera remplacé par le président du tribunal.

La place de ce dernier dans la commission est dans ce cas tenue par le juge suppléant du tribunal.

ART. 3. — Le présent arrêté qui n'est applicable qu'aux citoyens français sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

## Moniteurs de l'enseignement privé

*ARRETE N° 243 rendant applicable aux moniteurs de l'enseignement privé, l'article 33 de l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 33 de l'arrêté susvisé du 24 mars 1934 sont applicables aux moniteurs et monitrices de l'enseignement privé, qui seront désormais engagés comme auxiliaires temporaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

### ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L'A. O. F.

#### Réintégrations

Par décision du gouverneur général du 31 mars 1934 :

M. M. BALTHAZARD (Antoine),

CANETTI (Joseph),

BARBIER (Edmond),

chefs surveillants après 2 ans du cadre commun supérieur des travaux publics, détachés hors cadres au Togo, sont réintégrés dans les cadres de l'Afrique occidentale française pour compter de la veille du jour de leur embarquement pour la colonie à l'expiration du congé dont ils sont titulaires.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Reclassement

Par arrêté du :

25 avril 1934. — M. BURLURAUX André, adjoint principal de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo, est reclassé à la 1<sup>re</sup> classe de son grade à compter du 1<sup>er</sup> avril 1932, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

### Affectations

Par décision du :

3 mai 1934. — M. BURLURAUX, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, adjoint au commandant de cercle d'Anécho, est nommé provisoirement commandant de cercle d'Anécho, en remplacement de M. LANREZAC, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, en instance de départ du Territoire.

M. BURLURAUX exercera cumulativement les fonctions de président du tribunal de 2<sup>e</sup> degré et de directeur et surveillant-chef de la prison.

M. DUBOIS, commis de 3<sup>e</sup> classe stagiaire des services civils, agent spécial d'Anécho, est nommé provisoirement commissaire de police et président du tribunal du 1<sup>er</sup> degré du cercle d'Anécho.

Ces fonctionnaires auront droit aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933 pour les fonctions dont ils sont chargés.

Par décision du :

27 avril 1934. — M. MANDON René, comptable auxiliaire est nommé billeteur du service des travaux publics et comptable-matières du garage central en remplacement de M. LANGDON titulaire d'un congé administratif.

M. MANDON aura droit en qualité de billeteur et comptable-matières du garage central aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 mai 1933.

### Congés et passages

Par décisions des :

27 avril 1934. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir à Uzès (Gard), est accordé à M. CHAUTARD Emile, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés de 5 et 3 ans en 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 14 mai 1934.

Est rapportée la décision n° 330 du 18 avril 1934, accordant congé administratif à M. FORGUÉS, président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

L'article 1<sup>er</sup> de la décision du 14 avril 1934 est rapporté.

Un congé de fin de contrat de 6 mois, pour en jouir 10 rue, Tourlemon à Chaville (Seine), est accordé à M. MARENCO, chef de chantier contractuel.

5 mai 1934. — Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe (1<sup>re</sup> catégorie B), de Lomé à Dakar, sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé le 8 mai 1934, est accordée à M. LANREZAC, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, autorisé à se rendre à Dakar.

La dépense en résultant sera imputable au budget de la colonie du Niger.

**ERRATUM** à l'arrêté n° 151 du 16 février 1934 portant promotion dans le cadre du personnel des services civils du Togo, inséré au J. O. du 1<sup>er</sup> avril 1934, page 208, 1<sup>re</sup> colonne, 23<sup>e</sup> ligne en commençant par le haut.

Au lieu de :

16 février 1934.

Lire :

16 mars 1934.

### Indemnités

Par décision du :

1<sup>er</sup> mai 1934. — L'adjoint des services civils TERRAC Jean, adjoint au commandant de cercle de Klouto, est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins de service.

M. TERRAC Jean, propriétaire d'une voiture « Studebaker » T T 580, 18 C. V. aura droit à une indemnité de 1 franc par kilomètre parcouru suivant les dispositions de l'arrêté n° 92 du 14 février 1934.

### Commission

Par arrêté du :

30 avril 1934. — Une commission composée de :  
M. M. le capitaine du génie BILLET, chef du service des chemins de fer et du wharf . . . *Président*  
NATIEL, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies,  
LUGAN, chef de gare hors classe, chef du service de l'exploitation, *Membres*  
JAGU, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils,

se réunira sur la convocation de son président pour examiner l'aptitude professionnelle de M. CERVEAUX Lyonel, agent contractuel, candidat à un emploi de sous chef de gare.

L'examen aura lieu par écrit et devra porter sur les matières suivantes.

Langue française — rédaction d'un rapport sur une question de service — durée : 2 heures.

Arithmétique — deux problèmes — durée : 1 heure.

Règlement d'exploitation — une question — durée : 2 heures.

Comptabilité des gares — une question — durée : 2 heures.

Les sujets de composition seront choisis par le président.

Le procès-verbal des opérations de la commission d'examen sera adressé au Commissaire de la République accompagné des compositions du candidat et de l'appréciation de la commission.

## PERSONNEL INDIGÈNE

### Mise en disponibilité

Par arrêté du :

30 avril 1934. — L'instituteur auxiliaire du cadre commun secondaire de l'A. O. F. AQUAREBURU Samuel, est maintenu dans la position de disponibilité, sans traitement, pour une nouvelle année, à compter du 9 septembre 1933.

### Promotions

Par arrêté du :

3 mai 1934. — Les inspecteurs auxiliaires de police stagiaires de 1<sup>er</sup> échelon (4.200) :

AKPOKLI Charles

COMLAN Georges

COMLAN Paulin

FUMEY Gabriel

passent inspecteurs auxiliaires de police stagiaires de 2<sup>e</sup> échelon (4.400), pour compter du 22 avril 1934.

### Titularisations

Par arrêté du :

25 avril 1934. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire de 2<sup>e</sup> échelon HOUSSOU Jean, en service à Tsévié, est titularisé dans son emploi en qualité de commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1934.

### Affectations

Par décisions des :

2 mai 1934. — L'instituteur auxiliaire du cadre secondaire de l'A. O. F. AQUAREBURU Samuel, précédemment en position de disponibilité sans traitement, est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement.

5 mai 1934. — Le garde d'hygiène de 2<sup>e</sup> classe AKAPOVI Appolinaire en service à Lomé est affecté à Anécho.

### Engagement

Par décision du :

27 avril 1934. — Est engagé en qualité de garde d'hygiène auxiliaire, au traitement mensuel de 200 frs, le nommé RUFFINO KOUAOKI Joachini.

### Démission

Par décision du :

24 avril 1934. — Est acceptée à compter du 23 avril 1934 la démission de son emploi offerte par le facteur auxiliaire BARNOR Bernard en service au chemin de fer (bureau du contrôle).

### Licenciement

Par décision du :

30 avril 1934. — Est abrogée pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1934, par suite de suppression d'emploi, la décision du 31 décembre 1933 portant engagement du conducteur d'automobiles journalier DAVITO Pascal.

### Congés

Par décisions des :

24 avril 1934. — Un congé de 45 jours avec traitement, pour compter du 1<sup>er</sup> mai au 14 juin 1934 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics YESSIFOU SANT'ANNA, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

25 avril 1934. — Un congé de 30 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe BANDEIRA Simon, en service au secteur de la trypanosomiasse à Pagouda pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

Un congé de 30 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 2<sup>e</sup> classe HILLAH Michel, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Territoire.

27 avril 1934. — Un congé de 30 jours avec traitement, du 14 mai au 12 juin 1934 inclus, est accordé au commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe DA SILVA Jacintho, en service à Anécho, pour en jouir à Palimé, (cercle de Kluto).

Un congé de 60 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> mai au 29 juin 1934 inclus, est accordé au préposé de 5<sup>e</sup> classe des douanes ASHABOR Daniel, en service à Lomé, pour en jouir à Glidji (cercle d'Anécho).

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1934 inclus, à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe des chemins de fer MICHEL SANT'ANNA, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 mai 1934 inclus, à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des chemins de fer EYESSA YAFETÉ KODJO, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

28 avril 1934. — Un congé de 30 jours avec traitement, du 5 mai au 3 juin 1934 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 3<sup>e</sup> classe MIDIOHOUAU Julien, en service à Porto-Ségou (cercle d'Anécho), pour en jouir au Territoire.



2 mai 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

86 jours, du 16 mai au 9 août 1934 inclus, au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe PINDRA François, du service de l'agriculture, pour en jouir à Lomé;

75 jours, du 15 mai au 28 juillet 1934 inclus, au commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe PINDRA Félix, en service à la direction des chemins de fer, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 5 mai au 3 juin 1934 inclus, à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe du service des chemins de fer ADJAYI HAZOUMÉ, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

15 jours, du 15 au 29 mai 1934 inclus, au garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe TONGNI TETEVI, en service à Lomé, pour en jouir à Adangbé (cercle de Lomé).

5 mai 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

67 jours, du 1<sup>er</sup> juin au 6 août 1934 inclus, au commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe Faustin RODRIGUEZ SANT'ANNA, en service au tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, pour en jouir à Cotonou (Dahomey).

90 jours, du 1<sup>er</sup> juin au 29 août 1934 inclus, au commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe LAWSON Bernardin, en service aux forces de police, pour en jouir à Anécho.

78 jours, du 1<sup>er</sup> juin au 17 août 1934 inclus, au commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe GRAGUÏ LÉONARD, en service au cabinet du Commissaire de la République, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 10 mai au 8 juin 1934 inclus, au commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe BYLL Alexandre, en service aux chemins de fer (comptabilité-matières) pour en jouir au Territoire et au Dahomey.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, au facteur de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T. Christophe A. AYITE, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1934 inclus, au mécanicien conducteur d'automobiles de 4<sup>e</sup> classe FOLLY Pancréasus, en service à Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

#### Gratification

Par décision du :

24 avril 1934. — Une gratification de six cents francs (600) est accordée au nommé ABOKI, en service à l'hôtel du gouvernement.

#### Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

24 avril 1934. — Le moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe d'agriculture MAKOUBY SANDANY, est rétrogradé à la 4<sup>e</sup> classe de son grade.

Par décision du :

3 mai 1934. — Une punition de quatre (4) jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur d'automobile de 3<sup>e</sup> classe NICOLAS SEWAVI, en service au cercle de Lomé, pour négligence dans l'exécution d'un service commandé.

#### Indemnités

Par décisions des :

27 avril 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois, prévue par l'arrêté du 14 février 1934 est accordé aux agents dont les noms suivent en service à la subdivision de Lama-Kara (cercle de Sokodé) :

M. M. ROBERT PRINCE AGBODJAN, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

ZAKARY LOOKY, surveillant de routes

NADIO, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe.

2 mai 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois, prévue par l'arrêté du 14 février 1934 est accordé au moniteur de 4<sup>e</sup> classe d'agriculture TOSSAU Raphaël en service au cercle de Mango.

#### FORCES DE POLICE

##### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

##### Permission

Par arrêté du :

27 avril 1934. — Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée au milicien de 1<sup>re</sup> classe ARRETO, Mle M/130, de la P. C. Lomé (accompagné de sa femme et 2 enfants), pour en jouir à Kandé (Mango).

##### 2<sup>e</sup> — Garde indigène :

##### Rengagements

a) Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1<sup>er</sup> avril 1934. — NAM, brigadier chef 2<sup>e</sup> classe Mle 396, du peloton de Mango.

1<sup>er</sup> mai 1934. — BENGALÉ, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 925, du détachement police Lomé.

APELETE Joseph, garde 2<sup>e</sup> classé Mle 831, du détachement police Lomé.

6 mai 1934. — AZANTRE, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 928, du détachement police Lomé.

7 mai 1934. — TAMENTA, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 672, du peloton de Sokodé.

12 mai 1934. — ZINSOU, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 987, du peloton de dépôt.

b) Est rengagé pour 1 an comme garde de 2<sup>e</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> avril 1934, le garde de 1<sup>re</sup> classe KODJA, Mle 499, du peloton de Mango.

**Permissions**

Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée à chacun des gardes dont les noms suivent :  
**BATASSEM**, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 788, du peloton de Lomé, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

**ENGLISH**, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 667, du peloton de Lomé, pour en jouir à Kandé (Mango).

**Licenciement**

Est licencié pour fin de contrat pour compter du 12 mai 1934, le garde de 2<sup>e</sup> classe **GBASSE**, Mle 778, du peloton de Mango.

**Mutation**

Le brigadier de 2<sup>e</sup> classe hors-cadres **BRAIMA ALI**, actuellement à la disposition de M. l'inspecteur des affaires administratives, est mis à la disposition de M. le commandant de cercle de Sokodé, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1934, en position hors-cadres.

L'entretien de cet agent sera supporté par le budget local chap. IV — art. 7 — § 3. Il sera mis en route pour rejoindre son poste à une date qui sera ultérieurement fixée.

**Secours**

Par décision du :

5 mai 1934. — Un secours de neuf cent soixante francs (960 frs.), est accordé à la nommée **DERI**, veuve du commis **Felix K. MENSAH**, ex-employé aux forces de police.

La dépense sera imputable au chap. IV, art. 10, § 2 — budget local — exercice 1934.

**CONSEIL LOCAL DES ALLOCATIONS MILITAIRES**

Par décision du :

5 mai 1934. — Sont nommés pour quatre ans pour faire partie du conseil local des allocations militaires au titre de « membres français de la commission municipale » :

**M<sup>e</sup> VITINI**, avocat-défenseur à Lomé — Membre titulaire,

**M<sup>r</sup>. EYCHENNE Raymond**, commerçant à Lomé — Membre suppléant.

Le membre suppléant ne pourra siéger qu'en l'absence du membre titulaire.

Sont nommés pour quatre ans pour faire partie de la commission spéciale d'appel des allocations militaires au titre de « notables citoyens français anciens combattants » :

**M. M. SIAUT**, agent de commerce à Lomé — Membre titulaire,

**MENOU**, directeur de la B.A.O. Lomé — Membre suppléant.

Le membre suppléant ne pourra siéger qu'en l'absence du membre titulaire.

**COMMISSIONS DIVERSES**

Par décisions des :

24 avril 1934. — Une commission composée de :

M. M. Le chef du secrétariat général ou son délégué	Président
Le commandant du cercle de Lomé, ou son délégué,	Membres
Le chef du service des travaux publics, BRECE, adjoint technique principal des T. P.	

se réunira sur la convocation de son président en vue d'examiner l'état du bâtiment ouest du camp européen des forces de police et de prononcer éventuellement sa condamnation.

2 mai 1934. — Une commission composée de :

M. M. L'administrateur en chef des colonies, maire de la commune mixte de Lomé	Président
Le chef du service de l'enseignement,	Membres
Le receveur des domaines, Le chef du service des travaux publics,	

se réunira sur convocation de son président à l'effet de réduire l'étendue du terrain occupé à Lomé par l'école de l'internat (cours complémentaire) et de déterminer les limites de la concession à accorder à la dite école.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal avec plan à l'appui.

**ETABLISSEMENTS INSALUBRES**

Par arrêté du :

27 avril 1934. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de l'installation par **M. Augustino de Souza** d'un dépôt d'hydrocarbures liquides de la 1<sup>re</sup> classe sur un terrain lui appartenant, immatriculé sous le N° 52 au livre foncier du cercle de Lomé.

Les plans et renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'administrateur du cercle de Lomé pendant un mois à partir du 1<sup>er</sup> mai 1934 pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 15 heures à 17 heures, les jours non fériés, aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un registre sera ouvert pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

Après clôture de l'enquête et des formalités prévues à l'article 7 du décret du 14 décembre 1927, l'administrateur du cercle de Lomé, commissaire enquêteur, dressera procès-verbal des opérations, qu'il fera parvenir, avec son avis motivé au Commissaire de la République.

**INTERDICTION DE SÉJOUR**

Par arrêté du :

25 avril 1934. — Le séjour du cercle de Lomé est interdit au condamné **KANYI Tobias** pour une durée de 5 ans à compter du 17 mai 1934, date de sa libération, en application du jugement rendu le 19 septembre 1930 par le tribunal correctionnel de Lomé.

**SOCIÉTÉ**

Par arrêté du :

25 avril 1934. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société dénommée « Aero-club du Togo ».

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

**AVIS AUX NAVIGATEURS N° 53**

Messieurs les navigateurs sont informés que l'état de la bouée à sifflet placée à l'entrée du Saloum nécessite de grosses réparations dont la durée approximative est de 30 à 45 jours.

Elle sera remplacée pendant ce temps par une bouée à fuseau dont les coordonnées sont :

L s	13° 45' 12"
G s	16° 51' 48"

Carte intéressée N° 3885.

**DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation***Au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 912, déposé le premier mai 1934 le sieur John Amaté Atayi, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance totale de 25 ha. 71 ares 62 centiares situé à Abobo-Kpoguedé, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrains à Kofi Bolouvi et à la collectivité Djomatou, au sud par terrain à Edouard Bruce, à l'est par le lac du Togo et la brousse de fétiche, à l'ouest par terrain au village d'Abobo-Kpoguedé et Kpoledji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

**Avis de bornages**

Le lundi 4 juin 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 2 (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant deux constructions en briques crues à usage d'habitation, d'une contenance de 13 ares 50 centiares et borné au nord par terrains aux héritiers Jonas Quist et Dossou, au sud par terrain à Miheso, Quassi Bakar et Rhodes, à l'est par terrain aux héritiers Lassey, à l'ouest par la rue de la mission, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur William Burgess Forson, propriétaire demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 24 février 1934, n° 908.

Le mercredi 6 juin 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akodesewa (8 Km. 800 voie-ferrée Lomé-Anécho) (cercle de Lomé) consistant en un terrain rural non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance de 7 ha. 44 ares 78 centiares, et borné au nord par terrain à Djonou, à l'est par terrain à Kouto, au sud-est par terrain à Afangbedji, et Kouto, au sud par terrain à Afangbedji Comla, au sud-ouest par terrain à Djonou et à l'ouest par terrain à Ayité Guidigan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Théophile Wilson Tamakloe, commerçant demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 8 mars 1934, n° 909.

Le jeudi 7 juin 1934 à huit heures il sera précédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 5 (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier, portant trois constructions dont une en briques cuites au 1<sup>er</sup> étage à usage d'habitation le rez de chaussée à usage de magasin etc. etc. d'une contenance de 4 ares 17 centiares et borné au nord par le T. 180 de Lomé à la dame Basma Antoine Simani, à l'est par la rue d'Amoutivé, au sud et à l'ouest par les titres n° 63 et 410 de cercle de Lomé appartenant à M. Th. Anthony, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Francis Gabiam Agegee, propriétaire demeurant à Lomé, agissant en son nom et son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 10 mars 1934, n° 910.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

[illegible]

# Relevé par nature des Marchandises

	4	5		6					7	8	9			10	11				12		13
	Sel	Canne à sucre	Sucre	Vin en fûts	Alcool et Apéritifs	Bières	Boissons du pays	Eaux minérales et gazeuses	Agglomérés Coke Houille	Allumes Vaux Bois à brûler Copeaux	Bois de miqs, Traverses en bois pour Voie ferrée	Bois de charpente Madriers	Bois de charpente et de menuiserie	Chaux de construction Ciment Plâtre	Briques Tuiles Tuyaux en terre cuite	Cailloux Gravier Sable	Pierres Maillons Pavés	Loterie	Argile	Crete Pyrite Silice	Minerais
	A	A	B	A	B	C	D	E	A	A	A	B	C	A	A	B	C	D	A	B	A
									T 0 1		T 180 0	T 200 1		T 3 1					T 380 0		
									T 0 1		T 80 0	T 200 1		T 3 1					T 380 0		
									T 0 5			T 1 2									
										T 6 5			T 1 2								
									T 0 5	T 6 5		T 1 2									
														T 21 4							
											T 40 0					T 1.500 0					
											T 40 0			T 21 4		T 1.500 0					
									T 0 6		T 60 0	T 201 3		T 24 5					T 380 0		
										T 6 5	T 40 0					T 1.500 0					
									T 0 6	T 6 5	T 120 0	T 201 3		T 24 5		T 1.500 0			T 380 0		

# transportées en Petite Vitesse

14					15						16				17	18	19	20					
Acier ou fer brut Ferraillage Ponts bruts	Acier ou fer ouvré	Rails, Traverses métalliques pour voie ferrée	Aciers ou fer Fouillards Tôles d'acier ou de fer Zinc	Chaudronnerie Quinellerie Instruments agricoles	Essence	Pétrole	Huile lourde (Marsout)	Blancs, Brul, Goudron et Résines	Alcools dénaturés	Caoutchouc brut	Huile de palme	Beurre de karité	Huiles végétales Huiles de graines Savon	Huile de Ricin	Matières tannantes et linéarizantes	Acides sulfuriques Produits chimiques non dénommés	Papiers Carton Imprimés Papiers non dénommés	Coton brut	Coton égrené	Kapok brut	Kapok égrené	Sisal	Chiffons Tissus
A	B	C	D	E	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	A	A	A	A	B	C	D	E	F
T 0 1	T 1 2			T 0 5				T 0 2															T 0 1
		T 16 0																					
T 0 1	T 1 2	T 16 0		T 0 5				T 0 2															T 0 1
	T 0 1			T 0 1		T 0 2																	
	T 0 1			T 0 1		T 0 2																	
T 0 9	T 4 3	T 20 7	T 2 5	T 2 1	T 2 2	T 0 2	T 0 4	T 1 3							T 0 2	T 0 4							T 0 2
	T 24 0			T 344 0			T 50 2																
T 0 9	T 28 3	T 20 7	T 2 5	T 348 1	T 2 2	T 0 2	T 50 6	T 1 3							T 0 2	T 0 4							T 0 2
T 1 0	T 5 6	T 20 7	T 2 5	T 2 7	T 2 4	T 0 2	T 0 4	T 1 5							T 0 2	T 0 4							T 0 3
	T 24 0	T 16 0		T 344 0			T 50 2																
T 1 0	T 29 6	T 36 7	T 2 5	T 346 7	T 2 4	T 0 2	T 50 6	T 1 5							T 0 2	T 0 4							T 0 3

## Statistique Commerciale

[illegible]



## CHEMIN DE FER DU TOGO

Service de l'Exploitation

1<sup>er</sup> Trimestre 1934

Transports commerciaux

GARES EXPÉDITRICES		Nombre 20 voitures Matériel roulant taxé à la pièce	NOMBRES 1				2										3									
			Agneaux Moutons Brebis Chèvres	Porcs	Chèvres Moutons Anes	Taureaux Vaches Bœufs	Maïs	Graines de Colza	Amandes de Palme	Coprah	Ignames et Manioc	Haricots	Digènes	Farines de maïs, de manioc Taghous	Farines Alimen- taires Fécules	Riz	Arachides	Cacao en fèves	Café vert	Noix de Coco	Noix de Kolan	Fruits du pays Bananes Oranges Ananas	Fruits et Légumes Frais Fromages Conserve	Poissons secs	Vian- des fumées ou salées	
			A	A	B	C	D	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	A	B	C	D	E	F	G	H
LIGNE D'ANÉCHO																										
Montée		2											T 5 7		T 7 1	T 13 8				T 1 0	T 5 9	T 1 1	T 2 3			
Descente							T 1.645 8		T 485 0	T 581 3	T 0 2	T 1 9		T 75 5				T 0 3		T 2 3		T 1 2	T 0 2	T 222 6	T 3 1	
TOTAL		2					T 1.645 8		T 485 0	T 581 3	T 0 2	T 1 9		T 5 7	T 75 5	T 7 1	T 13 8		T 0 3		T 3 3	T 6 9	T 2 3	T 5 2	T 222 6	T 3 1
LIGNE DE PALIMÉ																										
Montée							T 12 3				T 3 4	T 8 3	T 0 8	T 6 8	T 6 5	T 7 6	T 2 8			T 0 2		T 2 1	T 16 1	T 3 2		
Descente							T 3 0		T 935 6		T 13 3	T 0 6		T 8 4			T 4 7	T 2.529 9	T 20 0			T 8 7				
TOTAL							T 15 3		T 936 6		T 18 7	T 8 9	T 0 8	T 14 2	T 6 5	T 7 6	T 7 5	T 2.529 9	T 20 0	T 0 2		T 10 8	T 16 1	T 3 2		
LIGNE DU CENTRE																										
Montée		2					T 5 7		T 0 3		T 4 9	T 0 2	T 0 5	T 2 8	T 2 2	T 2 4				T 2 5	T 0 6		T 2 8	T 0 5		
Descente							T 18 9		T 915 5		T 72 1	T 4 9		T 1 8					T 0 2			T 2 3	T 1 0		T 4 7	
TOTAL		2					T 24 6		T 915 8		T 78 7	T 5 1	T 0 5	T 4 6	T 2 2	T 2 4			T 0 2	T 2 5	T 0 6	T 2 3	T 8 8	T 0 5	T 4 7	
RÉCAPITULATION																										
Montée		4					T 18 0		T 0 3		T 8 0	T 8 5	T 7 0	T 6 8	T 15 8	T 23 8	T 2 8			T 3 7	T 6 5	T 3 2	T 21 2	T 3 7		
Descente							T 1.667 7		T 2.337 1	T 581 3	T 85 6	T 7 4		T 85 7			T 4 7	T 2.530 2	T 20 2	T 2 3		T 12 2	T 1 2	T 222 6	T 7 8	
TOTAL		4					T 1.685 7		T 2.337 4	T 581 3	T 93 6	T 15 9	T 7 0	T 94 3	T 15 8	T 23 8	T 7 6	T 2.530 2	T 20 2	T 6 0	T 6 5	T 15 4	T 22 4	T 222 6	T 7 8	

### Relevé par nature des Marchandises

noms des ju liés	4	5		6					7	8	9			10	11				12		13
	Sel	Canna à sucre	Sucre	Vin en tôles	Alcool et Apéritifs	Bières	Boissons du pays	Eaux minérales et gazeuses	Agglo- mérés Coke Houille	Allumes tout Bois à brûler Copeaux	Bois de mine, Travaux en bois pour voies ferées	Bois de charpen- terie Madriers	Bois de charron- nage et de menui- serie	Chaux de construc- tion Ciment Plâtre	Briques Tuiles Tuyaux en terre cuite	Cailloux Gravier Sable	Pierres Moullons Pavés	Latérite	Argile	Craie Pyrite Silice	Minerais
II	A	A	B	A	B	C	D	E	A	A	A	B	C	A	A	B	C	D	A	B	A

# transportées en Petite Vitesse

14					15						16				17	18	49	20							
Acier ou fer brut Serraille Ponte brute	Acier ou fer ouvré	Rails Traverses métal- liques pour voie fermée	Aciers ou fer Poutres Tôles d'acier ou de fer Zinc	Chaudron- nerie Quincai- lerie Instru- ments agricoles	Essence	Pétrole	Huile lourde (Mascot)	Bitumes, Bras, Goudron et Résines	Alcools dénaturés	Liquide brut	Huile de palme	Beurre de karité	Huiles végétales Huiles de graines Savon	Huile de Ricin	Matières tannantes et tincto- riales	Acide sulfur- ique Produits chimiques non dénom- més	Papiers Carton Imprimés Papiers non dénom- més	Coton brut	Coton égrené	Kapok brut	Kapok égrené	Sisal	Chiffons tissus	Bâches Sacs en toile, Toile d'emballage Cordes et cordages	
A	B	C	D	E	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	A	A	A	A	B	C	D	E	F	G	
T 28 0			T 33 0	T 15 8	T 16 0	T 61 1	T 2 0						T 4 8	T 0 8	T 3 6	T 3 3							T 22 3	T 26 9	
T 0 1			T 0 2	T 1 0		T 1 1	T 0 6				T 0 4	T 6 5	T 0 6		T 0 1	T 0 6		T 17 0					T 0 2	T 1 0	
T 28 1			T 34 1	T 10 8	T 18 0	T 62 2	T 2 6				T 0 4	T 6 5	T 5 4	T 0 6	T 3 7	T 3 9		T 17 0					T 22 5	T 27 9	
	T 0 4		T 11 8	T 9 9	T 49 5	T 24 8	T 2 9	T 0 2				T 0 4	T 1 6	T 0 7	T 0 2	T 2 5	T 0 1						T 8 1	T 35 0	
T 0 1			T 0 4	T 1 0						T 0 6	T 243 3		T 1 0			T 0 3		T 8 0					T 0 4	T 4 8	
T 0 1	T 0 4		T 12 2	T 10 9	T 49 5	T 24 9	T 2 8	T 0 2		T 0 8	T 243 7		T 2 6	T 0 7	T 0 2	T 2 8	T 0 1	T 0 0					T 8 5	T 39 8	
			T 11 6	T 12 1	T 7 7	T 16 6	T 8 7				T 0 8		T 1 5	T 0 4	T 0 3	T 4 0		T 6 2					T 10 0	T 21 8	
T 0 2			T 0 7	T 0 7							T 188 2		T 0 1					T 319 8	T 74 0			T 7 5		T 0 9	
T 0 2			T 12 3	T 12 9	T 7 7	T 16 8	T 8 7				T 183 0		T 1 6	T 0 4	T 0 3	T 4 0		T 326 0	T 74 0			T 7 5		T 10 0	T 22 7
T 28 0	T 0 4		T 57 3	T 37 8	T 75 2	T 102 6	T 13 6	T 0 2			T 1 2		T 7 8	T 1 7	T 4 1	T 9 8	T 0 1	T 6 2					T 40 4	T 83 7	
T 0 4			T 1 3	T 2 7		T 1 1	T 0 8			T 0 6	T 411 9	T 6 5	T 1 7		T 0 1	T 0 9		T 342 8	T 74 0			T 7 5	T 0 6	T 6 7	
T 26 4	T 0 4		T 58 6	T 40 5	T 75 2	T 103 7	T 14 2	T 0 2		T 0 6	T 413 1	T 6 5	T 9 8	T 1 7	T 4 2	T 10 7	T 0 1	T 348 0	T 74 0			T 7 5	T 41 0	T 90 4	

## Statistique Commerciale

	21			22	23			24			25-26	27			28 Au poids		29		30 Transporté en service							TONNAGE TOTAL
	Bon- bonnes vides, Bouteilles vides	Glaces Verres à vitre Verrerie	Porce- laine et Fatence	Engrais	Fourrages et Paille	Arbres et Arbustes	Tabac en feuilles du pays	Marchan- dises diverses Mobilier Miroiterie Papeterie	Tabac manufactu- ré d'importa- tion	Poudres	Emballa- ges non dénom- més Fûts vides	Peaux brutes	Cuir laminé ou mégissés	Ivoires Nacre Coquil- lages	Autos	Voitures et matériel roulant divers			Houille Coke Briquet- tes	Bois Fers divers	Dallage Matériel de voie					
	A	B	C	A	A	B	C	A	B	C	A	A	B	C	A	B			A	B	C					
T 16 9			T 0 9					T 42 8	T 10 2		T 21 6	T 0 2				T 0 1									T 522 4	
T 1 6	T 0 1		T 0 1					T 3 7			T 1 1	T 0 1													T 3 079 6	
T 2 9	T 0 1		T 1 0					T 46 5	T 10 2		T 22 7	T 0 3				T 0 1									T 3.602 0	
T 35 0	T 6 0		T 0 2					T 291 3	T 13 0	T 0 1	T 28 9														T 825 3	
T 4 8			T 0 1					T 11 6	T 0 4		T 3 3														T 3.667 4	
T 29 8	T 0 0		T 0 3					T 212 9	T 13 4	T 0 1	T 32 2														T 4.692 7	
T 21 8			T 0 2					T 7 8	T 3 0	T 0 1	T 16 9					T 0 2									T 808 1	
T 0 9	T 0 1		T 0 1					T 7 3	T 0 4		T 1 2						T 61 3								T 2.002 0	
T 22 7	T 0 1		T 0 3					T 15 1	T 3 4	T 0 1	T 18 1					T 0 2	T 61 3								T 2.810 1	
T 83 7	T 6 0		T 1 3					T 251 9	T 26 2	T 0 2	T 87 4	T 0 2				T 0 3									T 2.155 8	
T 6 7	T 0 2		T 0 3					T 22 6	T 0 8		T 5 8	T 0 1					T 61 3								T 8.949 0	
T 90 4	T 6 2		T 1 6					T 274 5	T 27 0	T 0 2	T 73 0	T 0 3				T 0 3	T 61 3								T 11.104 8	

# ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'Avril 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>84-Touareg</b> Douala-Marseille	Français	1. 4. 34	1. 4. 34	3.122	71	—	385.043
<b>85-Ingo</b> Hambourg-Lagos	Allemand	3. 4. 34	3. 4. 34	2.362	50	—	286.096
<b>86-Eemland</b> Rio-Benito-Hambourg	Hollandais	— do —	— do —	2.624	36	—	344.439
<b>87-Canada</b> Marseille-Douala	Français	5. 4. 34	5. 4. 34	5.668	163	48.213	—
<b>88-Nigerlan</b> Liverpool-Burulu	Anglais	8. 4. 34	8. 4. 34	2.131	36	89.972	0.024
<b>89-David Livingstone</b> Anvers-Douala	— do —	9. 4. 34	9. 4. 34	2.175	38	42.041	—
<b>90-Foucauld</b> Pt. Noire-Bordeaux	Français	10. 4. 34	10. 4. 34	6.599	163	0.053	98.711
<b>91-Glenlea</b> Lagos-Londres	Anglais	11. 4. 34	11. 4. 34	2.541	33	53.299	8.958
<b>92-Asie</b> Bordeaux-Pte. Noire	Français	— do —	— do —	4.214	156	2.271	1.024
<b>93-Dixcove</b> Pt. Harcourt-Hambourg	Anglais	14. 4. 34	14. 4. 34	1.995	34	73.343	3.159
<b>94-Dahomey</b> Dunkerque-Matadi	Français	— do —	— do —	3.478	43	93.860	—
<b>95-Godfrey Holt</b> Kribi-Liverpool	Anglais	15. 4. 34	15. 4. 34	2.180	40	—	203.650
<b>96-Robert Holt</b> Liverpool-Warri	— do —	16. 4. 34	16. 4. 34	1.798	39	113.134	0.282
<b>97-Ft. Archambault</b> Dunkerque-Douala	Français	— do —	— do —	3.288	44	13.779	22.742
<b>98-Canada</b> Douala-Marseille	— do —	— do —	— do —	5.668	164	0.059	102.619
<b>99-Hoggar</b> Marseille-Douala	— do —	18. 4. 34	18. 4. 34	3.109	73	16.029	—
<b>100-Bereby</b> Liverpool-Kribi	Anglais	— do —	— do —	3.197	43	28.314	0.374
<b>101-Dahomian</b> Lagos-Hambourg	— do —	— do —	19. 4. 34	3.327	34	—	666.502
<b>102-Amstelkerk</b> Hambourg-Douala	Hollandais	20. 4. 34	20. 4. 34	2.433	65	41.197	—
<b>103-New Brunswick</b> New York-Opobo	Anglais	21. 4. 34	21. 4. 34	4.028	49	174.301	—
<b>104-Tombouctou</b> Pt. Gentil-Marseille	Français	24. 4. 34	24. 4. 34	3.262	43	—	174.634
<b>105-Asie</b> Pte. Noire-Bordeaux	— do —	— do —	— do —	4.214	136	0.032	95.626
<b>106-Amérique</b> Bordeaux-Pte. Noire	— do —	25. 4. 34	25. 4. 34	4.867	144	0.339	0.973
<b>107-Chelma</b> Marseille-Pt. Gentil	— do —	28. 4. 34	28. 4. 34	3.106	45	269.854	—
<b>108-Anfora</b> Trieste-Durban	Italien	— do —	29. 4. 34	3.379	43	220.254	—
<b>109-Hoggar</b> Douala-Marseille	Français	29. 4. 34	— do —	3.109	73	1.016	198.426

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>110-Baoulé</b> Dunkerque-Matadi	Français	30. 4. 34	30. 4. 34	3.490	43	38.213	—
<b>4-Dahôman</b> Lagos-Hambourg	Anglais	17. 4. 34	18. 4. 34	3.327	34	—	506.003

## PORT D'ANÉCHO

Lomé, le 30 Avril 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.  
BARBARROUX.

## PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

### ETUDE DE M<sup>e</sup> VITTINI, AVOCAT-DEFENSEUR A LOME

D'un exploit du ministère de M<sup>e</sup> CATTAND Roger faisant fonctions d'huissier près le tribunal de première instance de Lomé, en date du sept mai mil neuf cent trente quatre enregistré le huit mai mil neuf cent trente quatre il appert que madame KOLB Aline Adèle, épouse de M. MARION Eugène ingénieur, avec lequel elle demeure de droit à Lomé, mais résidant en fait à Mons-en-Montois, département de la Seine, a formé contre M. MARION Eugène son mari, une demande en séparation de biens et que M<sup>e</sup> VITTINI a été constitué par elle sur la dite demande.

Pour extrait  
L'Avocat-défenseur,

VITTINI

# FOYER COLONIAL DE MARSEILLE

*Société reconnue d'utilité publique*

II, Place de la Bourse — Téléphone Dragon 82-88

## Tirage de la Loterie Intercoloniale

30 Mars 1934 en présence de M. BLANCHIN huissier

### LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS GAGNANTS

1 <sup>er</sup>	Lot	50.000 frs.	Série A	N° 85.023
2 <sup>e</sup>	»	20.000 »	» B	N° 22.545
3 <sup>e</sup>	»	5.000 »	» B	N° 82.641

#### Les numéros suivants gagnent chacun 1.000 francs

Série A	N° 32.965	Série B	N° 96.240	Série B	N° 73.083
— B	— 23.491	— B	N° 21.031		

#### Les numéros suivants gagnent chacun 500 francs

Série A	N° 33.818	Série B	N° 24.951	Série A	N° 32.841	Série B	N° 83.489
— B	— 28.645	— B	— 31.446	— B	— 80.398	— B	— 85.551
— A	— 94.002	— A	— 30.281				

#### Les numéros suivants gagnent chacun 250 francs

Série A	N° 86.278	Série B	N° 96.034	Série A	N° 30.598	Série B	N° 81.979	Série B	N° 27.659
— B	— 76.786	— A	— 32.212	— B	— 98.294	— A	— 98.665	— A	— 70.528
— B	— 24.993	— B	— 28.791	— B	— 67.033	— B	— 82.013	— B	— 27.932
— A	— 70.513	— A	— 88.953	— B	— 91.539	— B	— 67.658	— A	— 94.283

*Les Lots sont payables au siège, II, Place de la Bourse.*

*Les gagnants qui désirent recevoir leurs lots à domicile peuvent en faire la demande en donnant leur adresse.*

*Les lots non retirés au 30 Septembre 1934 resteront acquis à la Société.*

Marseille le 30 Mars 1934

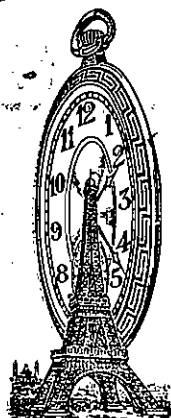
**Le Comité**



COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*" A la Tour Eiffel "*

**JOYEROT & JACOT**



Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

J'ACHÈTE

Les Timbres Poste-Oblitérés

Ecrire à :

**F. BELLAMY**

27, Avenue Alsace Lorraine

**BRIVE**

**Corrèze**